



Maritza Gutierrez Hoyos dans le quartier Versailles à Barrancabermeja, où se trouve le bureau de PWS. La peinture murale montre le prêtre et guérillero Camilo Torres (1929-1966).
Photo: Cladwell Manners (ECAP)

Que faudrait-il pour que la paix s'installe réellement en Colombie?

Comment est-ce que la situation des communautés accompagnées par Peace Watch Switzerland (PWS) en Colombie s'est modifiée depuis la signature des accords de paix ? Et que faudrait-il pour que la paix s'installe réellement en Colombie?

Après que le peuple colombien a refusé de peu les accords de paix entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC en octobre 2016, le Parlement a approuvé en décembre l'accord révisé. Vous pourrez lire dans l'entretien ci-dessous quelles en ont été les conséquences pour les droits humains en Colombie et où résident les grands défis pour le futur. L'accompagnatrice des droits humains Deborah Bieri s'entretient avec la coordinatrice locale du projet d'accompagnement de PWS en Colombie, Maritza Gutierrez Hoyos.

PWS : Quel a été l'impact de la signature des accords de paix pour les communautés rurales, en particulier dans la région du Magdalena Medio ?

Maritza Gutierrez Hoyos: Les communautés sont confrontées à de nouveaux défis. Elles doivent faire face à de nouvelles formes de violence dont sont responsables

la plupart du temps les groupes paramilitaires. Ces derniers ont pris le contrôle de certaines zones du Magdalena Medio après le retrait de la guérilla des FARC. Ils menacent et déplacent beaucoup de personnes des communautés.

Tu parles de nouvelles formes de violence. De quelle manière sont-elles différentes d'avant ?

Elles sont nouvelles parce qu'elles attaquent les communautés de manière directe, par exemple à travers le trafic de drogue. Les jeunes des communautés sont rendus dépendants et commencent à voler pour avoir l'argent nécessaire pour se fournir en drogue. Ensuite ils distribuent la drogue dans les communautés, ce qui provoque un malaise chez certains habitant-e-s. Ceux et celles qui s'y opposent sont alors automatiquement pris pour cibles par les trafiquants de drogue. Avant, rien de tel ne pouvait être observé.

Quel est le rôle de PWS dans le nouveau contexte politique post-accords (période qui suit la signature des accords de paix) ?

Le rôle de PWS dans les communautés est encore plus

important en raison de l'apparition de ces nouvelles formes de violence. Les violations des droits humains ont augmenté, la population civile doit faire face à de plus en plus de menaces et de violence. Les groupes paramilitaires s'attaquent aux communautés, parce qu'elles défendent leurs terres ou parce qu'elles constituent un obstacle pour le trafic de drogue. La présence de PWS est donc indispensable et aide à empêcher les attaques à l'encontre des communautés.

Selon toi, quels sont les plus grands défis après la signature des accords de paix ?

Il y en a beaucoup. Un des plus grands est de pouvoir réintégrer les ex-guérilleros dans la vie civile et de les accueillir dans leurs communautés non plus en tant qu'ennemis mais en tant qu'habitant-e-s.

Un autre défi est de pouvoir affronter ces nouvelles formes de violence et de protéger la population civile, pour qu'elle puisse rester sur ses terres et pour qu'elle puisse résister face aux entreprises et aux acteurs privés extrayant illégalement des matières premières, expropriant des terres et contaminant l'environnement.

«Le gouvernement se montre indifférent face à la situation des communautés.»

Comment s'organisent les agents économiques de la région après la signature des accords de paix ?

La guérilla est souvent perçue comme un obstacle à la réalisation de grands projets économiques. Les communautés de El Guayabo et El Garzal, accompagnées par PWS, dénoncent depuis la signature des accords de paix la présence de groupes paramilitaires sur leur territoire. L'intention de ces derniers est clairement de s'approprier les terres et, de là, poursuivre le trafic de drogue vers d'autres régions du pays. Les mégaprojets constituent également un autre facteur, comme l'extraction minière ; ils ont besoin des terres pour les exploiter.

Selon le dernier bulletin d'information de l'ONG « Programa Somos Defensores », la violence à l'encontre des défenseur-e-s des droits humains a augmenté durant les premiers mois de l'année en cours. Comme interprètes-tu cela ?

C'est désespérant ! Une grande partie des victimes sont des défenseur-e-s de la terre et ceci m'amène à



Maritza Gutiérrez Hoyos,
coordinatrice de PWS en
Colombie.

Photo: Deborah Bieri (PWS)

penser que ce que veulent les groupes paramilitaires, c'est la terre. Ils veulent la posséder pour asseoir leur pouvoir et renforcer de nouveaux projets, comme l'extraction minière illicite. Il est important de mentionner ici que la région du Magdalena Medio possède une importante diversité écologique et un emplacement géographique stratégique, également pour le trafic de drogue.

Les groupes paramilitaires sont très présents dans la région et avec le ELN, il reste encore une organisation armée de la guérilla. Comment peut-on parler de paix dans ce contexte ?

Ce qui est préoccupant, c'est que le ELN ne s'est pas assis de son plein gré à la table des négociations, mais qu'il y est contraint au vu de la situation dans

la région. Les accords de paix le rendent vulnérable et il ne dispose pas des forces stratégiques, politiques et militaires pour continuer la confrontation armée. Depuis mars de cette année, le ELN et le gouvernement colombien mènent des négociations en Equateur. Il faut espérer que ces dernières trouvent une fin satisfaisante et qu'elles mènent à un cessez-le-feu bilatéral. J'espère également que des mesures concrètes seront prises pour mieux protéger les communautés.

Tu as expliqué qu'il existait le risque que les groupes paramilitaires exploitent les espaces vides laissés par les FARC. Que fait le gouvernement là-contre ?

Le gouvernement montre sa combativité en renforçant son armée et en envoyant plus de soldats dans les régions où était présente la guérilla. Mais en réalité, dans les zones où PWS se trouve, nous n'avons remarqué aucune réponse de la part du gouvernement. Au contraire, il se montre indifférent aux cas que les communautés dénoncent.

Finalement, quand pourra-t-on parler de paix en Colombie ?

Quand ? C'est une question très importante, mais en même temps préoccupante. La paix signifie plus que juste un cessez-le-feu. On peut parler de paix quand la nature n'est plus exploitée, quand on comprend que l'eau est une nécessité vitale, quand la formation et la santé sont reconnues comme des droits fondamentaux et quand tous les travailleurs et toutes les travailleuses du pays reçoivent un salaire digne.

Entretien en espagnol: Deborah Bieri (PWS)